ASSEMBLÉE NATIONALE

12 mars 2025

SORTIR LA FRANCE DU PIÈGE DU NARCOTRAFFIC - (N° 1043)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 82

présenté par

M. Colombani, M. Molac, M. Bataille, M. Castiglione, M. de Courson, M. Mathiasin,
M. Favennec-Bécot, M. Lenormand, Mme Sanquer et M. Viry

ARTICLE 3

Après l'alinéa 11, insérer l'alinéa suivant :

« L'arrêté de fermeture est assorti d'un délai d'exécution qui ne peut être inférieur à soixante-douze heures, à l'expiration duquel la mesure peut faire l'objet d'une exécution d'office. Toutefois si, dans ce délai, le tribunal administratif est saisi d'une demande présentée sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, la mesure ne peut être exécutée d'office avant que le juge des référés ait informé les parties de la tenue ou de l'absence de tenue d'une audience publique en application du deuxième alinéa de l'article L. 522-1 du même code ou, si les parties ont été informées d'une telle audience, avant que le juge ait statué sur la demande. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Pour assurer le respect de la fermeture administrative d'un établissement soupçonné de blanchiment, il est proposé de prévoir un délai d'exécution de 72h et, en cas de non-respect, la possibilité d'une exécution d'office. Pour assurer la constitutionnalité du dispositif, il est prévu qu'en cas de recours l'exécution n'interviendrait qu'après la décision du juge des référés.